

SOUDAN

Darfour : les attaques contre les civils se poursuivent

Index AI : AFR 54/028/2004

ÉFAI

Mardi 16 mars 2004

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« *Le gouvernement du Soudan n'a absolument pas progressé en ce qui concerne la protection des civils pris dans le conflit au Darfour* », a déclaré Amnesty International ce mardi 16 mars 2004. Au cours des dernières semaines, de très nombreux civils auraient été tués et des dizaines de villages incendiés par les *Janjawid*, milices soutenues par le gouvernement.

« *Nous ne sommes pas en présence d'une situation où le gouvernement central a perdu le contrôle. Des hommes, des femmes et des enfants sont tués et des villages incendiés et pillés, parce que le gouvernement central autorise des milices qui lui sont favorables à poursuivre ce qui s'apparente à une stratégie du déplacement forcé, en détruisant les habitations et les moyens de subsistance des populations agricoles de la région* », a expliqué Amnesty International.

Au cours d'une attaque menée du 27 au 29 février par les *Janjawid* contre pas moins de 10 villages dans le district de Tawila, situé entre Kebkabiya et el Fasher dans le Darfour septentrional, plus de 80 personnes ont trouvé la mort. Une Mission humanitaire des Nations unies qui s'est rendue dans ces villages après les raids a parlé de peur et de dévastation. Selon certaines informations, des fillettes avaient été violées.

Dans le Darfour occidental, le 6 mars, des *Janjawid* à bord de trois 4x4 Land Cruisers et une soixantaine de cavaliers ont attaqué al Kureinik, gros village situé à l'est d'al Jeneina, dont la population a fortement augmenté en raison de l'afflux de réfugiés. Ils auraient tué 15 villageois, tous des civils, dont un enfant. Deux jours plus tard, le 8 mars, trois enfants comptaient parmi les 12 personnes qui auraient trouvé la mort à Aish Barra, village situé à l'ouest d'al Jeneina, près de la frontière tchadienne.

À Gokar, non loin d'al Jeneina, pas moins de 5 000 villageois en fuite seraient

rassemblés sans nourriture, sans abri ni médicaments, tandis que quelque 100 000 personnes déplacées sont venues grossir la population d'al Jeneina.

Envahie par les réfugiés, la petite ville de Mornay manque de nourriture et de médicaments, et ne compte aucun médecin. En raison de la diarrhée et de la fièvre, entre cinq et 10 personnes décèderaient chaque jour.

« *Le gouvernement continue de limiter fortement l'aide humanitaire dans le Darfour et ne semble pas disposé à remédier à la crise des droits humains qui sévit dans la région*, a indiqué Amnesty International. *Aussi les démarches au niveau international visant à résoudre la crise des droits humains et humanitaire au Darfour, notamment les initiatives des Nations unies, sont-elles retardées.* »

La communauté internationale et les Nations unies, qui ont réussi à apporter une assistance humanitaire à environ 30 % des populations déplacées du Darfour au cours des dernières semaines, ne sont pas en mesure de protéger la vie et l'intégrité physique des populations rurales. Elles ne sont pas non plus parvenues à approcher des dizaines de milliers de personnes qui ont trouvé refuge dans des villes rurales ou dans la brousse, où elles vivent dans des abris de fortune, manquent de nourriture et ne disposent pas de médicaments.

Dans le même temps, le conflit semble s'étendre au Tchad, les *Janjawid* effectuant des incursions de l'autre côté de la frontière. Au cours des raids de ces derniers mois, ils auraient massacré plus de 100 réfugiés et Tchadiens et volé du bétail. Le 7 mars, 35 hommes armés appartenant semble-t-il aux *Janjawid* auraient attaqué des sites à la frontière, tuant un homme à Ouendalou, en blessant un autre à Absogo, et volant 100 têtes de bétail.

Selon les informations parvenues à Amnesty International, le gouvernement soudanais encourage les actions des *Janjawid*. Les réfugiés soudanais au Tchad ont raconté que ceux-ci attaquaient des villages en compagnie de soldats. Souvent, ils ont rapporté que les *Janjawid* portaient des uniformes de l'armée lors des raids. Certains soldats de l'armée soudanaise ont reconnu les avoir suivis lors d'attaques contre des villages représentant clairement des cibles civiles. En 2003, aucun membre des *Janjawid* n'a été interpellé ou n'a

comparu en justice pour un seul homicide illégal.

« Le Soudan viole les obligations qui lui incombent au titre de l'article 3 des Conventions de Genève. Celui-ci dispose que les personnes protégées, notamment les civils, doivent être traitées avec humanité et prohibe de manière explicite les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre », a conclu Amnesty International. L'article 3 s'applique aux conflits armés « ne présentant pas un caractère international » et à « chacune des parties au conflit ». En outre, la destruction et le pillage de biens civils et de moyens de subsistance sont interdits par les lois et coutumes applicables en cas de conflits ne présentant pas un caractère international ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>